



Paris, le 31 mars 2016

France Stratégie a souhaité analyser les enjeux de la décennie qui suivra la prochaine élection présidentielle afin d'éclairer les choix collectifs. Publications, débats, appels à contributions sont disponibles en ligne www.francestrategie1727.fr. Douze thèmes ont été retenus, qui font chacun dans un premier temps l'objet d'une note « Enjeux ». France Stratégie publie aujourd'hui la note consacrée à la politique des âges.

Jeunesse, vieillissement : quelles politiques ?

Niveau de vie, chômage, précarité, accès au logement, indépendance financière : la situation des jeunes adultes est aujourd'hui difficile

La dégradation des conditions d'entrée dans l'âge adulte n'est pas nouvelle : les difficultés d'insertion des jeunes sur le marché du travail ont commencé dès le milieu des années 1970, le niveau de vie des retraités amorçant son rattrapage à la même période. Mais sa persistance et son aggravation depuis la crise de 2008 interrogent sur le sort que la société française réservera à sa jeunesse dans la décennie à venir.

- La pauvreté relative des jeunes s'est aggravée depuis le début des années 2000 et avec la crise : le taux de pauvreté des 17-24 ans est passé de 17,6 % en 2002 à 23,3 % en 2012. En comparaison, les plus de 60 ans sont le seul groupe d'âge à connaître une baisse du taux de pauvreté entre ces mêmes dates, passé de 9,9 % à 8,3 %.
- Entre 2008 et 2014, la part des personnes en emploi a diminué de 9 points parmi les nouveaux entrants sur le marché du travail (soit les jeunes ayant terminé leurs études depuis moins de quatre ans).
- L'accès relativement précoce des jeunes Français à un logement indépendant – à 23,5 ans contre 26,3 ans en moyenne en Europe – est dû à un effort public et privé important (aides au logement et transferts familiaux). Derrière cette moyenne, les disparités se creusent et l'accès au logement indépendant régresse chez les jeunes chômeurs et les NEETS (jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en formation, soit 11,4 % des 15-24 ans).

Des choix collectifs peu favorables aux jeunes ?

La situation des jeunes s'explique à la fois par des mutations et des chocs économiques – ralentissement de la croissance, crise financière – et par nos politiques publiques en matière d'éducation, d'emploi, de logement ou de protection sociale.

Elle résulte de choix collectifs, plus ou moins explicites.

- **L'accès des jeunes à l'indépendance économique est tardif et fragmenté** (par élitisme éducatif ou par éloignement de l'emploi des non-qualifiés).
- **Le fonctionnement du marché du travail est peu favorable aux nouveaux entrants.** Avec la fin des Trente Glorieuses, c'est sur les jeunes que se sont concentrés le risque chômage et la flexibilisation de l'emploi. Surreprésentés parmi les contrats à durée limitée, les jeunes présentent un risque de transition de l'emploi vers le chômage plus élevé : 7 % des salariés de 25 à 29 ans en 2013 sont au chômage un an plus tard, contre 3 % des salariés de 40 à 49 ans. Par ailleurs, le modèle de rémunération reflète les effets importants de l'ancienneté.
- **Les dépenses publiques sont de plus en plus concentrées sur les plus âgés :** en 2011, les plus de 60 ans recevaient l'équivalent de 17 % du PIB (dépenses de protection sociale, pour l'essentiel) contre 11 % en 1979. Concernant les jeunes, les dépenses restent stables, à 9 % du PIB. Si ces évolutions différenciées tiennent à l'augmentation de la part des plus de 60 ans dans la population, elles sont aussi en partie attribuables à un choix d'allocation des ressources. D'autres pays font des choix différents :
 - entre 1995 et 2010 les dépenses d'enseignement supérieur ont progressé de 50 % en moyenne dans l'OCDE contre seulement 16 % en France ;
 - en Allemagne, les dépenses individuelles de prestations vieillesse sont restées stables entre 1993 et 2013 alors qu'elles ont augmenté de 53 % en France.
- Le modèle social français est axé sur la couverture des risques « classiques » – santé et retraite. L'accompagnement des transitions vers l'âge adulte reste du principal ressort des solidarités familiales. **Les politiques publiques n'ont qu'imparfaitement intégré l'émergence du « nouvel âge de la vie » que constitue la jeunesse.**
- **L'équation démographique n'est pas résolue.** La générosité de notre système de protection sociale a reposé par le passé sur un contexte démographique exceptionnel et plus récemment sur un recours aux déficits. À dix ans, le vieillissement démographique pourrait se traduire par la poursuite de l'augmentation des dépenses globales en direction des plus âgés tout en s'accompagnant d'une dégradation de la situation relative de ces derniers.

Les sorts des jeunes et des plus âgés sont liés, notamment du point de vue du financement et de la soutenabilité des dépenses sociales. France Stratégie considère donc qu'il est important d'ouvrir le débat pour :

Clarifier le diagnostic : quelles sont les causes de la dégradation de la situation relative des jeunes ? quel type de rééquilibrage serait à opérer en faveur des jeunes générations ?

Identifier les leviers de réforme : comment accompagner plus efficacement la jeunesse vers l'âge adulte ? comment articuler investissement dans la jeunesse et prise en charge du vieillissement ?

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
 Directeur du service Édition-Communication
 +33 (1) 42 75 61 37 / +33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin
 Chargé des relations presse
 +33 (1) 42 75 60 27 / +33 (6) 20 78 57 18
joris.aubrespin@strategie.gouv.fr

France-strategie-presse@strategie.gouv.fr

 @Strategie_Gouv



France Stratégie a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.